



Notice de sélection pour Consultant Individuel

Pour effectuer une analyse de l'écosystème de l'e-gouvernance locale dans les zones transfrontalières au Sahel

Référence du dossier : DRH/GOV/DK/001/2022

Date : 05 Avril 2022

Pays :	Mauritanie, Sénégal, Mali, Côte d'Ivoire, Burkina Faso
Intitulé de la mission :	Recrutement d'une équipe de consultants pour effectuer une analyse de l'écosystème de l'e-gouvernance locale dans les zones transfrontalières au Sahel
Type de contrat :	Individual Contract: une équipe de 06 consultants : (01) lead consultant international et (05) consultants nationaux
Niveau de poste :	: (01) lead consultant international et (05) consultants nationaux
Durée de la mission :	Quarante (40) jours ouvrables
Lieu de la mission :	Rosso : zone transfrontalière entre la Mauritanie et le Sénégal ; et La zone entre Sikasso-Korhogo-Bobo Dioulasso (Mali-Côte d'Ivoire-Burkina Faso)

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail Rcd.soumissions@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier.

Votre proposition devra être reçue au plus tard le **18 Avril 2022, à 16H00, GMT**. N'hésitez pas à écrire à l'adresse rsc.info@undp.org pour toute information complémentaire au plus tard le **16/04/2022**.

I. Contexte organisationnel, objet et portée de l'évaluation

Les communautés rurales du Sahel sont chroniquement mal desservies par les programmes de développement nationaux, en particulier en temps de crise. Ce sont des zones avec des institutions de gouvernance faibles et une présence étatique limitée, dont certaines ont été brutalement exposées et considérablement affaiblies par la présence des groupes extrémistes violents. La marginalisation structurelle de la « périphérie » a entraîné une

mauvaise prestation de services, un chômage élevé des jeunes et des femmes et, par conséquent, des tensions politiques.

Malgré les défis, les pays de la région du Sahel commencent à mettre l'accent sur l'exploitation de la puissance du numérique et des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) pour accélérer la croissance inclusive et le développement durable. Par exemple, le Burkina Faso a identifié le numérique comme l'un des cinq piliers clés de sa stratégie de développement. Il existe également une expansion avérée des investissements du secteur privé dans la numérisation, qui offre une base solide pour une domestication plus poussée des solutions numériques, tout en créant également de fortes opportunités pour les partenariats public-privé, y compris au niveau local. Cependant, les pays du Sahel manquent toujours d'infrastructures adéquates de base telles que le déploiement complet de l'électricité et de la fibre optique, une capacité limitée des TIC ainsi que des cadres juridiques, réglementaires et politiques pour exploiter pleinement le potentiel de la gouvernance numérique et électronique. Par exemple, les pays du G5 Sahel - à savoir le Burkina Faso, le Tchad, le Mali, la Mauritanie et le Niger - ont été classés respectivement 161e, 189e, 171e, 176e et 188e dans l'enquête 2020 des Nations Unies sur le gouvernement.

Afin d'intensifier les efforts visant à accélérer la prospérité et la paix durable dans la région du Sahel, l'ONU a élaboré sa stratégie de gouvernance dans le cadre du Plan d'Appui des Nations Unies (UNSP) pour le Sahel, centrée sur les domaines de (i) la prévention et la résolution des conflits transfrontaliers et de l'insécurité, (ii) la stabilisation et le soutien des communautés transfrontalières, et (iii) l'élargissement de l'espace afin de générer des revenus nationaux. La stratégie de l'e-gouvernance locale a été identifiée comme une intervention clé pour atteindre les trois résultats ci-dessus mentionnés, et une note conceptuelle sur l'initiative proposée a été élaborée (voir annexe). L'ONU propose donc de mener une analyse de l'écosystème de l'e-gouvernance locale dans certaines zones frontalières ciblées du Sahel qui fournirait une orientation stratégique et servirait de tremplin pour lancer une initiative d'envergure.

II. Objectif

L'objectif principal de l'analyse est de comprendre le statu quo (en termes d'infrastructure, capacités, développement des connaissances et ambition politique) concernant les différentes dimensions de la gouvernance locale dans les contextes locaux choisis, d'identifier les points d'entrée et de présenter une analyse de rentabilisation concernant les interventions les plus stratégiques pour lancer l'initiative. Les deux éléments de l'objectif sont détaillés ci-dessous :

1. **Comprendre le statu quo** : faire un état des lieux à travers une revue des initiatives déjà en cours et collecter les informations pertinentes concernant l'état actuel, les besoins, la maturité et les priorités des parties prenantes de la gouvernance locale, et visualiser ces informations.
2. **Analyse de faisabilité et de rentabilisation** : identification d'une série d'interventions portant sur la gouvernance locale réalisables dans les contextes locaux choisis et sélectionner l'intervention la plus stratégique sur la base d'un ensemble de critères préalablement définis.

III. Responsabilités et tâches

Conformément aux quatre dimensions de l'e-gouvernance locale telles que proposées dans la note conceptuelle (annexe) et en les reliant au concept de préparation numérique (tel que défini par le PNUD, voir annexe), l'entreprise collectera des informations sur les éléments suivants :

- **Administration locale** : électricité, connectivité internet haut débit (filaire et sans fil), systèmes CRVS, accès et propriété des appareils, équipement informatique du gouvernement local, etc.
- **Services publics** : une cartographie de qui fournit quels services à qui, quand, où, comment (sous quelle forme, par quels canaux). Priorisation sectorielle en fonction des priorités exprimées par les populations locales.
- **Participation citoyenne** : rôle des populations locales dans divers aspects de la vie publique, comment leur voix est représentée auprès des autorités locales et prise en compte. Les domaines de la planification et du budget locales, de la prestation et du suivi des services, de la réparation des griefs, etc. seront explorés.
- **Environnement propice** : y compris les politiques, les stratégies, les réglementations et les législations, la volonté politique aux niveaux national et local, les ressources, les capacités (numériques), etc.

Dans toutes les dimensions énumérées ci-dessus, toutes les **initiatives numériques**, qu'elles soient dirigées par le gouvernement y compris les stratégies numériques nationales, le secteur privé ou la communauté elle-même, seront répertoriées. À cette fin, l'entreprise effectuera une étude documentaire du cadre numérique des initiatives existantes d'autres partenaires du développement.

L'entreprise devra également effectuer une **cartographie des parties prenantes** illustrant les acteurs de la gouvernance locale, illustrant comment ils interagissent entre eux et avec les autorités locales et les communautés voisines. La cartographie doit être aussi complète que possible, y compris les prestataires de services informels tels que les ONG, les organisations religieuses, les donateurs et les autres acteurs de l'écosystème de l'e-gouvernance locale, tels que les start-ups technologiques locales et les MPME.

Sur la base des informations recueillies, l'entreprise élaborera une **liste d'éventuelles initiatives de la gouvernance locale** qui pourraient être pilotées dans les sites sélectionnés. Sur la base d'un ensemble de critères qui seront proposés par le consultant dans le rapport initial et validés par le PNUD, l'entreprise devra ensuite classer les initiatives sur la base d'une analyse des forces, faiblesses, opportunités et menaces de chacune.

IV. Méthodologie

L'entreprise devra combiner différentes méthodologies pour collecter, traiter, analyser et visualiser les données pertinentes. Celles-ci peuvent inclure : une revue de la littérature, des entretiens directs et indirects (structurés, semi-structurés et non structurés), une recherche ethnographique (création de personnages), des discussions de groupe. L'entreprise a la possibilité de proposer dans le rapport initial la méthodologie adéquate jugée appropriée aux fins de l'analyse, mais le PNUD recommande fortement de trianguler toutes les données secondaires avec des approches d'engagement direct

des citoyens (par exemple, un atelier de validation avec des groupes de discussion locaux). Ceci est important pour éviter une approche trop axée sur les solutions pendant la collecte de données.

V. Sites

La collecte d'informations sera menée dans les deux zones frontalières stratégiques identifiées dans l'offre de gouvernance de l'UNISS, à savoir :

1. La zone frontalière entre la Mauritanie et le Sénégal (à Rosso)
2. La zone entre Sikasso-Korhogo-Bobo Dioulasso (Mali-Côte d'Ivoire-Burkina Faso)

L'entreprise devra effectuer des missions sur le terrain dans les municipalités, villes et/ou villages identifiés par le PNUD au sein des zones frontalières ci-dessus. Le PNUD ne prévoit pas une mission de l'entreprise à Dakar, au Sénégal, sauf si cela est jugé nécessaire ultérieurement.

VI. Calendrier et livrables

Sur **40 jours** ouvrables entre le **26 avril et le 10 juin 2022**, le groupe de consultants doivent produire les livrables suivants, chacun devant être revu et approuvé par le PNUD, dans les délais indiqués ci-dessous. Le groupe de consultants ne seront rémunérée qu'à l'achèvement et à la soumission de chaque livrable indiqué dans le tableau ci-dessous.

Livrable	Date de démarrage	Paiement
Rapport initial indiquant les méthodologies de recherche	3 mai 2022 (7jrs)	30%
Résumé des résultats de la recherche sur le terrain sous forme de rapport de mission (par site) *	17 mai 2022 (14jrs)	30%
Résultats d'analyse compilés dans un rapport final soumis au PNUD	3 juin 2022 (14jrs)	40%

Le rapport final doit être soumis et approuvé par le PNUD le 10 juin 2022.

VII. Compétences et Qualifications

I. Compétences et facteurs de succès

Profils et qualifications recherchés :

Profil et qualification du Lead Consultant International	<p>01 EXPERT EN GOUVERNANCE LOCALE/ TRANSFORMATION DIGITALE, CHEF DE MISSION</p> <p>1. Education :</p> <ul style="list-style-type: none">• Diplôme de Master en business administration, stratégie, IT, économie, sciences politiques ou discipline similaire <p>2. Expérience professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none">• Minimum sept (07) ans d'expérience dans le domaine de la transformation digitale, y compris les politiques publiques et la gestion de projets ;• Un minimum de 05 missions professionnelles similaires dans l'engagement avec l'administration et les acteurs gouvernementaux de la région du Sahel ou autres pays avec des contextes similaires sur des questions de développement et/ou de transformation digitale ;• Un minimum de 5 ans de travail professionnel lié à la planification et la gestion des programmes et des projets du développement, aux services publics (numériques) ou à d'autres domaines connexes ;• Une connaissance des solutions numériques et de l'approche systémique est requise ;• Une expérience avérée dans les études et les évaluations similaires sur des questions de développement durable est requise ;• Expérience ou certification en gestion de projets (ex. PRINCE2) est un atout <p>3. Compétences fonctionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none">• Ouvert et adaptable aux nouvelles approches, méthodologies et outils ;• Proactif, axé sur les résultats et sur les solutions, et capable de travailler sous pression pour respecter des délais serrés ;• Établit de solides relations de travail avec les clients ;• Capacité à identifier les problèmes, à proposer des solutions et à prendre des mesures correctives immédiates ; <p>4. Langues :</p> <ul style="list-style-type: none">• Des compétences exceptionnelles en communication (écrite et parlée) en français ;
Profil et qualification des Consultants nationaux	<p>05 EXPERTS EN GOUVERNANCE LOCALE / TRANSFORMATION DIGITALE</p> <p>1. Education :</p> <ul style="list-style-type: none">• Avoir un diplôme universitaire (Bac+ 3 au moins) en développement, administration des affaires, sciences sociales ou dans un domaine similaire ;• Un master (Bac+5) dans des domaines pertinents sera un atout

	<p>2.Expérience professionnelle :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Minimum cinq (05) ans d'expérience dans le domaine de la transformation digitale ; • Expérience dans la réalisation de travaux statistiques, la conception d'enquêtes de terrain, les méthodes expérimentales de collectes de données et le traitement de données de sources non-traditionnelles ; • Avoir une expérience dans l'élaboration d'études similaires d'envergure nationale, ainsi que dans la gestion de projet, la communication et la relation client avec des partenaires gouvernementaux ; • Maîtrise des outils et logiciels de communication et de collaboration en ligne (Zoom, MS Teams, Mural, etc.) et des outils de gestion et de traitement des données (database software) (ex. SQL, Oracle) serait un atout ; • Maîtrise des techniques de visualisation des données (data visualization skills) ; <p>3.Compétences fonctionnelles :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ouvert et adaptable aux nouvelles approches, méthodologies et outils ; • Proactif, axé sur les résultats et sur les solutions, et capable de travailler sous pression pour respecter des délais serrés ; • Établit de solides relations de travail avec les clients ; • Capacité à identifier les problèmes, à proposer des solutions et à prendre des mesures correctives immédiates ; <p>4.Langues :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des compétences exceptionnelles en communication (écrite et parlée) en français et dans la langue locale parlée dans le lieu de mission sur le terrain sélectionné sont requises

VIII. Documents constitutifs de l'Offre :

Pour démontrer leurs qualifications, les candidat (e)s devront soumettre une offre qui comprendra les documents suivants :

<u>Document</u>	<u>Description</u>	<u>Forme</u>
<p>Proposition technique pour l'exécution de la mission attendue</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Une lettre de motivation • Une méthodologie de mise en œuvre de la mission avec un chronogramme indicatif des activités ; • Des preuves documentées des qualifications et les références des éventuelles publications et travaux cités; 	<p>Pas de formulaire spécifique</p>

Curriculum Vitae/P11	-CV démontrant les qualifications et aptitudes requises pour la mission ; -	
Diplômes	Envoyer les copies de vos diplômes	
Proposition financière ou Tableau des coûts	Remplir le tableau du budget (offre financière) proposé, présenté en USD \$;	Annexe « Tableau des coûts (annexe 4) ». (Cliquer sur « Tableau des coûts » pour télécharger le document)

VIII. Evaluation

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

Le marché sera attribué aux Consultants ayant présenté le meilleur score combiné (rapport qualité/prix, évaluation cumulative).

- 1 Consultant International chef de mission
- 5 Consultants Nationaux

a. Les propositions techniques

Elles sont évaluées sur des critères suivants en rapport avec les termes de référence :
Pour information, la proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

Critères	Points
1. Expérience professionnelle des consultants en rapport avec la mission	40
<ul style="list-style-type: none"> • Expérience dans la réalisation de travaux statistiques, la conception d'enquêtes de terrain, les méthodes expérimentales de collectes de données et le traitement de données de sources non-traditionnelles ; 	15
<ul style="list-style-type: none"> • Posséder minimum 5 à 7 années d'expérience de travail dans le domaine de la transformation numérique et de la gouvernance locale dans la région du Sahel ou dans des contextes similaires. 	15
<ul style="list-style-type: none"> • Dans l'engagement avec l'administration et les acteurs gouvernementaux de la région du Sahel ou autres pays avec des contextes similaires sur des questions de développement et/ou de transformation digitale ; 	10
2. Conformité du plan de travail et de la méthode proposés avec les termes de référence.	30
a. Intégralité	5

b. Pertinence de la méthode proposée	15
c. Cohérence du plan de travail (échéance et plan de travail)	10
3. Qualifications et compétences requises	30
a. Education	15
b. Formations professionnelles supplémentaires	5
c. Compétences spécifiques reliées à la matière	5
d. Langues	5
Total	100

Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.

b. Les propositions financières

Le/la Consultant (e) fait sa proposition financière suivant le Tableau des coûts. Il doit proposer un montant forfaitaire et présenter dans le Tableau des coûts la ventilation de ce montant forfaitaire.

Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées ; une note financière sera calculée pour chaque proposition sur la base de la formule :

$$\text{Note financière A} = \frac{[\text{Offre financière la moins disante}]/\text{Offre financière de A}] \times 30$$

Le/la Consultant (e) avec le cumul de notes (Technique pondérée + Financière) le plus élevé sera retenu pour le contrat.

N.B.

Les candidat (e)s sont tenus de se renseigner sur les [Conditions Générales des Contrats Individuels \(annexe 3\)](#). (Cliquer sur « [Conditions Générales des Contrats Individuels](#) » pour télécharger le document)

Les Candidatures féminines sont vivement encouragées

- Ne seront contactées que les personnes dont les candidatures seront présélectionnées
- La candidature doit comprendre une proposition technique et une proposition financière

ANNEXES

Annexe 1 - Termes de Références globaux de la mission

Annexe 2- Lettre d'offre à remplir (voir page 7 ci-dessous)

Annexe 3 - Conditions générales des Contrats Individuels :



Conditions générales
des contrats prestata

Annexe 4 – Tableau des Coûts



Tableau des
Coûts.docx

Annexe 5 – P11 (SC & IC)



P11 modified for SCs
and SSAs-Draft.doc



TdR_Analyse
e-gouvernance locale

ANNEXE 02-

OFFEROR'S LETTER TO UNDP CONFIRMING INTEREST AND AVAILABILITY FOR THE INDIVIDUAL CONTRACTOR (IC) ASSIGNMENT

Date _____

Dear Sir/Madam :

I hereby declare that :

- a) I have read, understood and hereby accept the Terms of Reference describing the duties and responsibilities of Expert on Information Technology under the Establishing Long Term Agreements for Data Centers project;
- b) I have also read, understood and hereby accept UNDP's General Conditions of Contract for the Services of the Individual Contractors;
- c) I hereby propose my services and I confirm my interest in performing the assignment through the submission of my CV or Personal History Form (P11) which I have duly signed and attached hereto as Annex 1;
- d) In compliance with the requirements of the Terms of Reference, I hereby confirm that I am available for the entire duration of the assignment;
- e) I hereby propose to complete the services based on the following payment rate:

A total lump sum of [*state amount in words and in numbers, indicating exact currency*], payable in the manner described in the Terms of Reference.

- f) I recognize that the payment of the abovementioned amounts due to me shall be based on my delivery of outputs within the timeframe specified in the TOR, which shall be subject to UNDP's review, acceptance and payment certification procedures;
- g) This offer shall remain valid for a total period of _____ days [*minimum of 90 days*] after the submission deadline;

h) I confirm that I have no first degree relative (mother, father, son, daughter, spouse/partner, brother or sister) currently employed with any UN agency or office *[disclose the name of the relative, the UN office employing the relative, and the relationship if, any such relationship exists];*

i) If I am selected for this assignment, I shall *[pls. check the appropriate box]:*

- Sign an Individual Contract with UNDP;
- Request my employer *[state name of company/organization/institution]* to sign with UNDP a Reimbursable Loan Agreement (RLA), for and on my behalf. The contact person and details of my employer for this purpose are as follows:

j) I hereby confirm that *[check all that applies]:*

- At the time of this submission, I have no active Individual Contract or any form of engagement with any Business Unit of UNDP;
- I am currently engaged with UNDP and/or other entities for the following work :

Assignment	Contract Type	UNDP Business Unit / Name of Institution/Company	Contract Duration	Contract Amount

- I am also anticipating conclusion of the following work from UNDP and/or other entities for which I have submitted a proposal :

Assignment	Contract Type	Name of Institution/ Company	Contract Duration	Contract Amount

k) I fully understand and recognize that UNDP is not bound to accept this proposal, and I also understand and accept that I shall bear all costs associated with its preparation and submission and that UNDP will in no case be responsible or liable for those costs, regardless of the conduct or outcome of the selection process.

l) *If you are a former staff member of the United Nations recently separated, pls. add this section to your letter:* I hereby confirm that I have complied with the minimum break in service required before I can be eligible for an Individual Contract.

m) I also fully understand that, if I am engaged as an Individual Contractor, I have no expectations nor entitlements whatsoever to be re-instated or re-employed as a staff member.

Full Name and Signature:

Date Signed:
